

ÉTATS-UNIS

Quand la loi sert subrepticement les amis du pouvoir

Votée par le Congrès le mois dernier, la loi créant le superministère de la Sécurité intérieure contient une curieuse clause visant à protéger un groupe pharmaceutique contre certaines actions en justice. Pourquoi ?

THE NEW YORK TIMES
New York

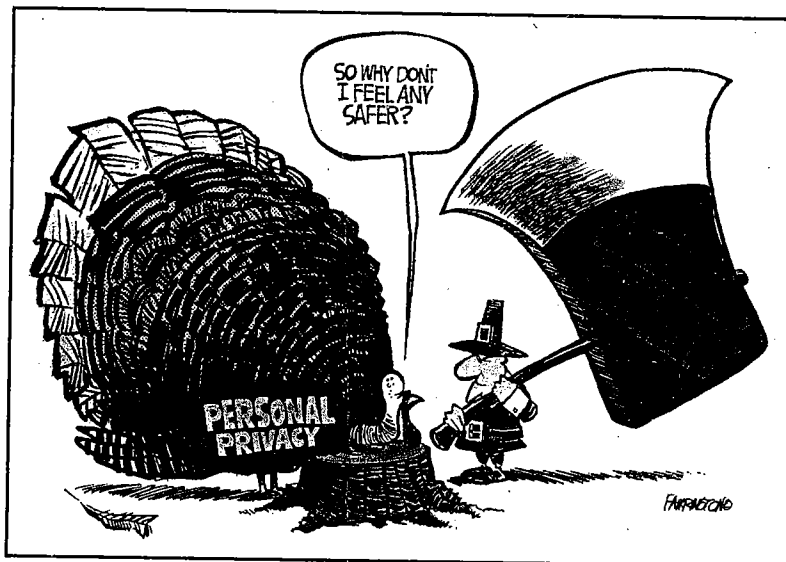
Le thiomersal, un conservateur contenant du mercure, a longtemps été utilisé dans certains vaccins fréquemment administrés aux enfants. Depuis quelques années, on craint que cet additif n'ait été à l'origine de taux dangereusement élevés de mercure chez les nourrissons, causant des troubles neurologiques et déclenchant, dans certains cas, l'autisme. Les études réalisées jusqu'à présent n'infirmant ni ne confirment l'existence d'un lien entre les vaccins et une atteinte neurologique. Mais, pendant l'été 1999, l'Académie américaine de pédiatrie et les services de santé publique ont appelé les fabricants de vaccins à cesser le plus rapidement possible d'utiliser du thiomersal.

En conséquence, le thiomersal, développé par Eli Lilly dans les années 20 et dont l'usage était encore très répandu soixante-dix ans plus tard, n'est plus ajouté à la composition des vaccins que l'on administre couramment aux enfants. Mais l'affaire n'est pas close. Dans tout le pays, des parents convaincus que leurs enfants ont subi des dommages neurologiques graves en raison de la présence de mercure dans leur corps ont intenté des actions en justice. Leur témoignage est parfois insupportable. Lyn Redwood, une infirmière mariée à un médecin d'Atlanta, m'a parlé il y a peu de son fils de 8 ans, Will. "J'ai un petit garçon qui était parfaitement normal à la naissance - son développement était idéal, il marchait, parlait, souriait, dit-elle. Et puis, alors qu'il venait d'avoir 1 an, il a

► Comme nombre d'Américains, la dinde de Thanksgiving s'inquiète pour sa vie privée. Sur la hache : ministère de la Sécurité intérieure. Dessin de Fairington, Etats-Unis.

■ **Mastodonte**
L'administration Bush reconnaît qu'il faudra plusieurs années pour organiser complètement le nouveau ministère de la Sécurité intérieure et que la fusion de douze agences différentes en un unique superministère risque de distraire celui-ci de sa mission première, qui est de protéger les Américains des attaques terroristes. Il rassemblera 170 000 fonctionnaires, et son budget pour 2003 devrait dépasser les 35,5 milliards de dollars.

(The New York Times)



perdu sa capacité à parler, à établir un contact visuel. Il a commencé à régresser et, pour finir, on a diagnostiqué un trouble envahissant du développement, ce qui entre dans la catégorie des autismes." M^{me} Redwood affirme que trois vaccins administrés à son fils à l'âge de 2 mois l'ont exposé à des taux de mercure nettement supérieurs aux taux recommandés par les directives de sécurité.

Il nous faut maintenant interrompre notre narration et nous intéresser aux efforts entrepris par le gouvernement pour lutter contre le terrorisme aux Etats-Unis. A la fin novembre, le Sénat a approuvé une législation créant un gigantesque ministère de la Sécurité intérieure. Enfouie au cœur de ce texte pléthorique, glissée là dans l'ombre d'une nuit profonde par des inconnus (en fait, il serait plus exact de parler d'in-

connus républicains), se trouve une clause qui, aussi incroyable que cela puisse paraître, protégera Eli Lilly et quelques autres géants pharmaceutiques contre des actions en justice intentées par des parents qui pensent que leurs enfants sont des victimes du thiomersal. Or cela n'a rien à voir avec la sécurité du territoire. Absolument rien. Cette clause ne nous protégera en aucune façon de la féroce cruauté d'Oussama Ben Laden et d'Al Qaida. Alors, que fait-elle là ? Peut-être est-elle liée au fait que les grandes entreprises pharmaceutiques sont devenues une gigantesque machine à sous pour les politiciens, et que, pour l'essentiel, cet argent atterrit dans la poche des républicains. Ou peut-être cela tient-il au fait que Mitch Daniels, directeur du budget de la Maison-Blanche, est une ancienne peinture de chez Eli Lilly.

Ou encore au fait qu'en juin dernier président Bush a offert au grand patron d'Eli Lilly, Sidney Taurel, l'un des sièges convoités au sein du Conseil consultatif pour la sécurité intérieure.

Là, ça commence franchement sentir mauvais. Les actions en justice tant individuelles que collectives, étant condamnées à échouer, Eli Lilly en sortira largement gagnant. Et tout cela sans laisser de traces. Personne n'ira revendiquer un acte législatif aussi cynique que honteux. Edward Saggel, porte-parole d'Eli Lilly, maintient que sa société n'en savait rien, mais alors vraiment rien. Reste que, si le projet de ministère de la Sécurité intérieure a obtenu un soutien massif du Congrès, même certains républicains ont été choqués par la clause favorisant Eli Lilly et les autres entreprises pharmaceutiques. John McCain, sénateur de l'Arizona, la décrit comme étant l'une des clauses "les plus inappropriées" de la législation sur la sécurité du territoire. Il ajoute : "Ce texte profitera essentiellement aux grandes entreprises pharmaceutiques qui produisent les additifs destinés aux vaccins pour enfants. Cela n'a absolument aucun rapport avec la sécurité du territoire."

Les politiciens cupides et les grands patrons qui ne manquent jamais de liquide à distribuer l'ont donc emporté. Aucun domaine n'est trop grave pour être exploité, pas même la défense du pays, en pleine guerre contre le terrorisme. En attendant, Lyn Redwood a créé Safe Minds, un groupe de défense des parents pris au piège de l'affaire du thiomersal. Mais ils sont légèrement désavantagés, avec leur pistolet à bouchon face à l'influence nucléaire d'un Eli Lilly. **Bob Herbert**